



CONSEIL DE COMMUNAUTE

VENDREDI 09 AVRIL 2021

L'an deux mille vingt et un, le neuf avril, à 18 heures 30, le conseil de Communauté de la Communauté de communes du pays de Landerneau-Daoulas s'est réuni centre culturel Le Family à Landerneau sous la présidence de Patrick LECLERC.

Présents

LECLERC Patrick, GOALEC Bernard, GUILLORÉ Alexandra, FLOCH Jean-Bernard, SOUDON Chantal, POUPON Julien, BERVAS Viviane, CANN Joël, CORRE Michel, CYRILLE Yves, GODET Nathalie, JÉZÉQUEL Marc, KERLAN Frédéric, LE GALL Jean-Noël, PHILIPPE Georges, RIOU Michel, SERGENT André, TANGUY Anne, TRMAL Marie-France, GRALL Renaud, CALVEZ Gilles, LE SAUX Jean-Luc, BLANDIN Lénéaïc, BODENEZ Guillaume, BOSSER Christian, CALVEZ-BARNOT Gaëlle, CORNEC Elodie, HERVOIR Stéphane, LANGUENOU Céline, LENUE Françoise, MEVEL Stéphanie, NICOLAS Angélique, QUILLEVERE Séverine, ROULLEAUX David, THOMIN Mélanie, APPELGHEM Ludovic, BODILIS Jean-François, DALIS-ABGRALL Gwénaëlle, LE BRONNEC Erwann, LETEURE Tiphaine, SOUN Véronique, YVINEC Odile, LIEGEOIS Hervé, LEON Jean-Jacques, LE ROY Christine, NOWAK Carine

Secrétaire de séance

SOUDON Chantal

Excusés

BONIZ Jean-Jacques (pouvoir à DALIS-ABGRALL Gwénaëlle)
QUENTRIC-BOWMAN Morgane (pouvoir à POUPON Julien)

Conseil de Communauté du 9 avril 2021
Délibération n°DCC2021_057

Objet	Vente à Finistère Habitat du parc de logements sociaux appartenant à la CCPLD : garantie des emprunts
Rapporteur	Michel CORRE
Service	Service Habitat
Thème	Habitat

Michel CORRE donne lecture du rapport suivant :

DÉLIBÉRATION :

Vu le code général des collectivités territoriales,
Vu les statuts de la Communauté de Communes du Pays de Landerneau-Daoulas,
Vu la délibération n°DCC2020-055 en date du 28 février 2020 actant la vente des 13 logements conventionnés appartenant à la CCPLD à Finistère Habitat,
Vu l'accord de transfert des lignes de prêts obtenu par Finistère Habitat pour cette cession auprès de la Banque des Territoires en date 22 janvier 2021,
Vu la demande de garantie d'emprunt formulée par Finistère Habitat conformément aux modalités établies par la Caisse des dépôts et consignations,
Vu les articles L.5111-4 et L.5214-1 et suivants du code général des collectivités territoriales,
Vu les articles L.443-7 alinéa 3 et L.443-13 alinéa 3 du code de la construction et de l'habitation,
Vu l'article 2298 du code civil,
Vu l'avis favorable de la Commission Attractivité du 22 mars 2021

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article 1 : se prononce sur le maintien de la garantie relative aux prêts transférés au profit de Finistère Habitat.

La présente garantie est sollicitée dans les conditions fixées ci-dessous.

Article 2 : L'assemblée délibérante de la communauté de communes du pays de Landerneau-Daoulas réitère sa garantie à hauteur de 100% pour le remboursement des prêts n° 5044202, n°5044203, n°1258287, n°1258285, n°1231854, n°1231855 d'un montant initial de 639 728 euros consentis par la Caisse de dépôts et consignations au Cédant et transférés au Repreneur, Finistère Habitat, conformément aux dispositions susvisées du code de la construction et de l'habitation.

Article 3 : Les caractéristiques financières des prêts transférés sont précisées dans l'annexe jointe à la présente délibération,

Article 4 : La garantie de la collectivité est accordée pour la durée résiduelle totale des prêts, jusqu'au complet remboursement de ceux-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par le repreneur dont il ne serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification par lettre simple de la Caisse des dépôts et consignations, la collectivité s'engage à se substituer au repreneur pour son paiement, en renonçant au

bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Article 5 : La collectivité s'engage pendant toute la durée résiduelle des prêts à libérer, en cas de besoin des ressources suffisantes pour couvrir les charges des prêts.

Article 6 : Le conseil de Communauté autorise le président ou son représentant à intervenir à la convention de transfert des prêts qui sera passée entre la Caisse des dépôts et consignations et le repreneur ou, le cas échéant, à tout acte constatant l'engagement du garant à l'emprunt visé à l'article 1 de la présente délibération.

Information

Le montant total de la dette garantie par la CC au 01/01/2021 est de 29 422 998,92 €, conformément à l'état annexe du BP 2021.